

Communiqué de presse

les élus du groupe

SOCIALISTE_
_DEMOCRATE
ECOLOGISTE_
_APPARENTES

Auvergne-Rhône-Alpes

Lyon, le 25 Octobre 2016

Gratuité dans les TER pour les forces de l'ordre : le coup de comm' à 2,5 millions d'euros en 5 ans

Laurent Wauquiez a annoncé hier soir la gratuité dans les TER pour les policiers et les gendarmes. Si le soutien aux forces de l'ordre doit être réaffirmé en cette période, **nous dénonçons un énième coup de communication de la part du Président du Conseil régional qui n'a de cesse de faire sa publicité aux frais des contribuables auvergnats et rhônalpins.** Cette disposition, dont personne ne sera en mesure d'apprécier l'efficacité, mais dont il espère une nouvelle clientèle politique et des votes pour Nicolas Sarkozy à la primaire de la droite, coûtera 500.000 euros par an aux citoyens de la région. Les salariés qui, eux aussi, ont besoin du TER pour aller travailler, devront, eux, s'acquitter de leur titre de transport rubis sur l'ongle. Comment justifier une nouvelle application de ce "deux poids, deux mesures"?

Laurent Wauquiez semble visiblement à court d'idée pour mettre en œuvre sa promesse de campagne : un bouclier de sécurité doté de 45 millions d'euros. S'il offre la gratuité des transports à « ceux qui peuvent protéger nos concitoyens », pourquoi ne pas l'offrir également à ceux qui peuvent sauver des vies, les médecins, pompiers, etc ? Eux ne comptent pas pour Laurent Wauquiez.

En parallèle de cette mesure extrêmement coûteuse, les demandeurs d'emplois faiblement indemnisés, les jeunes en insertion professionnelle et les allocataires du RSA ont subi au mois de juillet la multiplication par 2,5 du prix de leur titre de transport avec la suppression du tarif ILLICO Solidaires mis en place par la majorité précédente. Mais eux non plus ne comptent pas pour Laurent Wauquiez.

Jean-François DEBAT (Président du groupe Socialiste, Démocrate, Ecologiste et Apparentés au Conseil régional Auvergne-Rhône-Alpes).